Downloaded from: justpaste.it/6as7l

Le contrat chinois de 7,2 millions d'euros d'Alexandre Benalla

Source: Valeurs actuelles 20/02/2019

Après les révélations de Mediapart sur les contrats russe et ouzbek décrochés par Alexandre Benalla pour 2,2 millions d'euros, *Valeurs actuelles* est en mesure de révéler que l'ancien adjoint au chef de cabinet de l'Élysée a signé un contrat de sécurité de deux ans d'un montant de 7,2 millions d'euros avec une société chinoise cotée à la Bourse de Hong Kong.
Après les révélations de Mediapart sur les contrats russe et ouzbek décrochés par Alexandre Benalla pour 2,2 millions d'euros, *Valeurs actuelles* est en mesure de révéler que l'ancien adjoint au chef de cabinet de l'Élysée a signé un contrat de sécurité de deux ans d'un montant de 7,2 millions d'euros avec une société chinoise cotée à la Bourse de Hong Kong. Le groupe chinois - réputé proche de l'appareil d'État - propose des solutions de services de sécurité, de logistique et d'assurance pour des clients en zones frontalières. Il recourait jusque-là principalement à de la main-d'œuvre américaine, française et russe pour assurer la sécurité de ses infrastructures et de ses effectifs en Afrique. Ses dirigeants veulent former leurs

propres ressources. Et d'après nos informations, ils se sont tournés vers Alexandre Benalla, qui s'est engagé à réaliser des missions *« d'accompagnement, de formation et de sécurisation »*.

Il sera, dans le cadre de ce contrat, en lien avec des anciens de Blackwater, qui fut la plus grande société de sécurité privée au monde en comptant pas moins de 22 000 hommes en 2017, dont les missions ont longtemps consisté à agir pour la CIA, notamment en Afghanistan et en Irak. Plus précisément, le groupe chinois souhaite se doter d'un *« important centre »* de formation de ses équipes dans la région de Guangzhou, dans le sud de la Chine. Charge donc à Alexandre Benalla de réfléchir à la création du centre, à la préparation d'un module de formation et à la mise en place de *process* pour être opérationnel dans les prochains mois. L'objectif est ambitieux : le programme doit être dispensé à 10 000 agents de sécurité par an. C'est donc sur ce projet qu'Alexandre Benalla a été approché avant de s'engager à délivrer une production principalement intellectuelle. Sa mission revêt un caractère sensible, dans la mesure où il va mettre certaines connaissances au service de cette entreprise chinoise, dans un pays où affaires et politique sont entièrement imbriqués. Pour la puissance d'Asie de l'Est, approcher Alexandre Benalla peut aussi constituer une opportunité d'accéder à son réseau de contacts en France et sur le continent africain où les Chinois ne cessent de gagner du terrain, en investissant massivement dans l'ancien empire colonial français. Une zone dans laquelle Alexandre Benalla dispose d'un atout de très grande valeur : il connaît personnellement une dizaine de chefs d'État.

Interrogé sur le contrat et son montant, Alexandre Benalla confirme nos informations. L'a-t-il négocié ou a-t-il rencontré des intermédiaires alors qu'il était encore à l'Élysée ? Sollicité, l'entourage du président dit *« découvrir l'existence du contrat »* . De son côté, Alexandre Benalla nous a répondu, le 18 février : *« J'ai quitté l'Élysée. Depuis août 2018, je souhaite me reconvertir et j'aimerais que, chaque fois que je fais un pas, il n'y ait pas de suspicion systématique sur les activités que je mène. Je ne me suis jamais servi de ma position à l'Élysée pour négocier un contrat. Ni directement ni indirectement. Affirmer le contraire n'est pas vrai. »* Il n'en demeure pas moins que, compte tenu de la sensibilité du contrat et de la proximité de l'entreprise avec l'État chinois, cette révélation risque de susciter de nouveaux questionnements sur l'ingérence de la Chine au plus haut niveau en France.